

Il n'est pire sourd ...



Oui, décidément, le gouvernement et son Premier ministre, ont choisi de continuer à ne rien entendre à ce que leur dit la majorité de la population, dans les mobilisations depuis le début de l'année, dans les urnes le 29 mai.

Le plan VILLEPIN en faveur du patronat

En effet, les principales orientations développées par Dominique de VILLEPIN lors de son discours du 8 juin repassent les mêmes plats du libéralisme, en les rendant plus indigestes encore.

C'est le cas en particulier avec le « contrat nouvelle embauche » qui institue une période d'essai de 2 ans, durant laquelle l'employeur aura toute latitude pour renvoyer le salarié. Autrement dit, il s'agit de l'instauration d'un vrai CDD de 2 ans pour tous. Cette mesure inacceptable constitue une atteinte grave au Code du Travail.

C'est vrai également du « chèque emploi ». Comme l'a déclaré Bernard THIBAUT, « sous couvert de faciliter les opérations d'embauche, le Premier ministre veut autoriser le recrutement des salariés à la tâche ».

Tout le reste du plan VILLEPIN est à l'avenant.

Le ministre du budget en rajoute une louche

Quatre jours après, c'est le ministre délégué au budget, Jean-François COPPE, qui annonçait de nouvelles économies dans le budget de l'Etat. Dans celles-ci, la réduction des effectifs de fonctionnaires occupe une place de choix. Si Jean-François COPPE s'est refusé à s'engager sur un chiffre global précis, il a néan-

moins indiqué que « In fine, il y aura certainement moins de fonctionnaires que les années précédentes ».

Ce vœu renouvelé de celui qui a aujourd'hui en charge la réforme de l'Etat ne laisse rien augurer de bon.

Ceci étant, cette frénésie persistante autour du « toujours moins d'emplois dans la Fonction publique » ajoute aujourd'hui à ses aspects ineptes et dangereux celui du paradoxe le plus total : prétendre lutter contre le chômage en recrutant moins dans la Fonction publique est quand même une belle preuve de malhonnêteté.

Toujours les mêmes recettes

Par ailleurs, le gouvernement continue sur la lancée des précédents en matière de privatisations (EDF, autoroutes...) et d'allègements des cotisations patronales (environ 1,7 milliard d'euros de mesures nouvelles qui s'additionne aux près des 3 milliards prévus sur 2006 et aux 20 milliards déjà existants).

Quoi qu'en disent Dominique de VILLEPIN, ses ministres, le

MEDEF et certains commentateurs, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Ce « nouveau » plan n'est pas fait pour lutter contre le chômage, il est conçu pour privilégier la loi du marché et des profits, en sacrifiant les droits des salariés et les services publics.

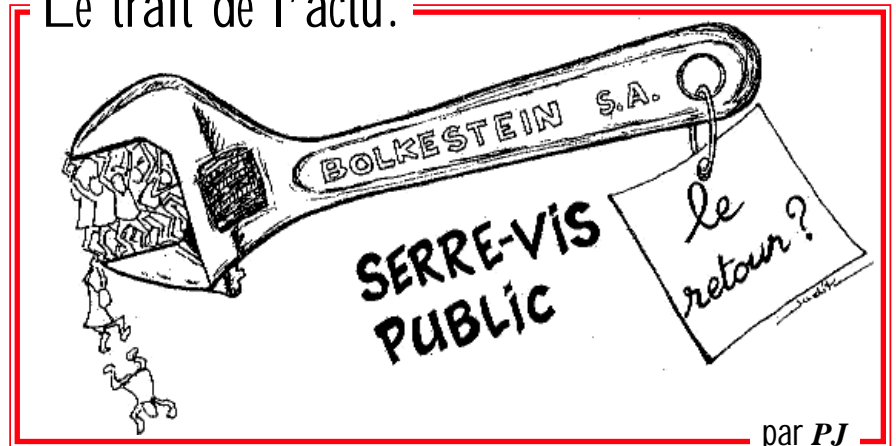
Les oreilles, ça se débouche !

Puisque le Président de la République et son gouvernement choisissent de ne rien entendre de ce que leur disent et redisent la majorité de nos concitoyens, il faut leur secouer plus fort les tympans.

Les résultats des élections du 29 mai et leur dimension sociale constituent un socle pour le développement de l'action unitaire, indispensable pour gagner sur nos légitimes revendications. Il appartient aujourd'hui aux syndicats –davantage encore qu'hier– de proposer aux salariés de donner des prolongements sociaux forts aux résultats du référendum.

Avec le 21 juin, la CGT a commencé de donner la mesure. Nous ne sommes qu'au début de la partition.

Le trait de l'actu.



par PJ